

## ■ Edito

### Plaidoyer pour l'évaluation des programmes humanitaires

**S**i l'on vous demande, à brûle pourpoint, ce que vous associez au mot *évaluation*, qu'allez-vous répondre ? Lorsque nous posons cette question à des participants aux formations en évaluation que nous dispensons, d'emblée, les qualificatifs suivants sont énoncés : contrôle, audit, mesure, vérification, etc.

Cela ne nous surprend guère puisque, aujourd'hui encore, la plupart des acteurs de l'humanitaire croient que l'évaluation correspond à des fonctions de contrôle, attribuant des bonnes ou des mauvaises notes à un programme. Or, ce n'est plus le cas. L'évaluation est un acte permettant de porter un jugement (froid, chaud), selon une démarche critique à l'aide d'une collecte systématique de données (température, transpiration), sur de multiples objets (le temps), dans le but de prendre des décisions (s'habiller).

Aujourd'hui, dans l'histoire de l'évaluation, nous en sommes à la quatrième génération. Après celles de la mesure, de la description et du jugement, les évaluateurs prennent en compte l'ensemble des parties prenantes des programmes (évaluations pluralistes) et doivent ainsi négocier en devenant des facilitateurs. Dans le monde du développement international, ce sont principalement les organisations non gouvernementales (ONG) qui ont, dans un premier temps, appliqué ce type d'approche pluraliste qui met l'accent sur la participation active et non fictive des acteurs sociaux ainsi que sur le renforcement de leurs capacités.

L'aide humanitaire et l'aide au développement ont beaucoup changé, depuis l'époque héroïque des « French Doctors ». L'aide publique au développement dans le domaine de la santé s'est accrue, passant de 1,9 milliard de dollars à plus de 3,3 entre 1990 et 1998. Les ONG sont devenues des acteurs



*Paysage enneigé d'Afghanistan.*

incontournables. Celles du Nord sont entre 3 et 4.000 à intervenir internationalement. Elles ont maintenant les capacités d'agir dans l'urgence sur tous les continents du monde. Elles se sont spécialisées, et leurs expatriés sont devenus des professionnels, souvent salariés. Les sommes d'argent en jeu sont désormais colossales : les cinq grandes fédérations d'ONG (CARE, MSF, Oxfam, Save the Children, World Vision) ont dépensé en 2001 plus de 2 milliards de dollars américains.

Dans le domaine de la santé ou dans celui de la (nouvelle) administration publique, on assiste à une prise de conscience de l'importance de rendre des comptes aux usagers et aux contribuables. Les pays occidentaux se dotent de lois sur l'administration publique (en 2001 en France) imposant aux gestionnaires l'utilisation d'indicateurs de performance.

Face à cette triple évolution, on s'attendrait à ce que les ONG oeuvrant pour les indigents du monde à l'aide de deniers publics, mettent tout en œuvre pour évaluer leurs programmes en démontrant leur efficacité (sans oublier leur équité !). Or, tel n'est pas encore le cas partout. Il a fallu attendre la crise des Grands Lacs en Afrique et la catastrophe rwandaise, le

## Sommaire

<b>INTERVIEW :</b> .....	<b>2</b>	<b>EN FRANCE :</b> .....	<b>4</b>
• Marie-Joseph Greffier : un engagement sur le terrain à l'heure de la retraite		• Hommage à Michel Vandeveld	
		• Les particuliers : des acteurs de la solidarité au côté d'AMI	
<b>DOSSIER :</b> .....	<b>3</b>	<b>BRÈVES :</b> .....	<b>4</b>
• AMI : un nouveau programme pour les Mòns à l'étude		• HUMANIS : un investissement solidaire pour les particuliers	
• Un préalable à l'ouverture de tout nouveau programme		• AMI renforce son équipe en Haïti	
• Février 2004 : une nouvelle mission exploratoire au Soudan			

*A suivre  
page 2*

déferlement de l'aide internationale et son évaluation en 1996 par la coopération danoise, pour que les acteurs humanitaires s'interrogent sur le processus de mise en oeuvre de leurs interventions ainsi que sur l'efficacité de celles-ci. Les ONG sont encore trop souvent à la traîne, suivant les requêtes des bailleurs de fonds, lorsque ceux-ci veulent bien se préoccuper de l'évaluation des interventions qu'ils ont financées. Les humanitaires croient encore que l'évaluation est la fin d'un processus alors que c'est plutôt un « méta-processus » pouvant s'appliquer à toutes les étapes du cycle de projet, pour étudier les besoins des populations, juger de la pertinence des programmes ou de leur efficacité.

Mais évaluer un programme ne s'improvise pas. Il faut procéder d'une manière systématique en y associant, autant que possible, les parties prenantes du projet. Il faut prévoir et planifier les évaluations longtemps à l'avance, collaborer avec des spécialistes du domaine et mobiliser les ressources nécessaires. Chaque ONG pourrait décider, qu'au minimum, une évaluation (digne de ce qualificatif) soit entreprise par projet. Il est enfin impératif d'anticiper l'utilisation des résultats de l'évaluation, car évaluer pour évaluer ne sert à rien, si ce n'est faire un beau rapport destiné à un grand tiroir.

Les ONG ont encore du chemin à parcourir pour évaluer systématiquement leurs programmes. Les évaluateurs peuvent les aider en usant d'une approche participative. Les donateurs publics ou privés peuvent les inciter aux pratiques évaluatives. Par ce biais, on peut espérer un jour voir la présentation systématique des évaluations des missions rendant des comptes aux donateurs, non seulement sur les activités (construction de dispensaire, formation de sages-femmes) mais surtout sur les résultats à court terme (amélioration de la qualité des soins, augmentation des consultations des indigents, réduction du nombre de médicaments par ordonnance), permettant d'émettre l'hypothèse qu'elles contribueront, à long terme, à l'amélioration de la santé des populations (taux de morbidité et mortalité). Qu'est-ce que le programme X a véritablement changé pour la population Y dans la région Z ? ■

Valéry Ridde

Consultant et doctorant en santé communautaire et en évaluation à l'université Laval, Québec, Canada  
Ancien chef de mission AMI en Afghanistan, au Mali, au Niger et évaluateur pour AMI au Timor, au Niger, en Irak, en Afghanistan.

Et Michel Bonnot  
Président d'AMI

## Un engagement sur le terrain à l'heure de la retraite



Marie-Joseph Greffier

**Après 40 ans dans la fonction hospitalière en tant qu'infirmière en bloc opératoire, Marie-Joseph met à profit ses compétences sur le terrain depuis 2000. Après des expériences en Irak et en République Démocratique du Congo, elle a effectué une mission de deux mois à l'hôpital de Jénine en Palestine en novembre 2003. Portrait d'une jeune retraitée, actrice de la solidarité sur le terrain.**

**Pourquoi avoir choisi de t'engager dans l'humanitaire ?**

Mon choix de partir avec une ONG est motivé par mon désir de partager mon expérience. J'ai travaillé pendant 40 ans en tant qu'infirmière et cela m'a toujours comblée. Avec la retraite, j'ai encore envie de donner et j'ai besoin d'avoir des projets dans lesquels je peux me réaliser. Pour moi, mon action dans l'humanitaire est autant l'occasion de mettre à profit mes compétences que d'être en contact avec les gens et ainsi acquérir une meilleure connaissance des cultures, des traditions et des religions que l'on croit connaître.

**Quelle était la nature de ton travail ?**

De la formation, essentiellement en hygiène du bloc opératoire. Je suis restée 7 semaines dans le vieux bloc opératoire en concentrant ma formation sur le B.a-Ba, c'est-à-dire l'hygiène, le lavage des mains, l'uniforme de travail, les procédures de désinfection. C'est un travail de base qui a néanmoins demandé beaucoup de persévérance pour aboutir à un résultat satisfaisant.

**Quelle importance doit-on accorder à la formation ?**

Lors de mes différentes expériences sur le terrain j'ai eu l'occasion de voir à quel point la formation est nécessaire afin de profiter au mieux du matériel médical fourni par les divers organismes. Bien souvent le personnel médical sur place est dans l'incapacité d'utiliser le matériel fourni car il est inadapté, les recharges sont indisponibles dans le pays ou le personnel n'a pas été formé pour manier les appareils et instruments mis à leur disposition.

**Quelles ont été les difficultés rencontrées à Jénine ?**

Psychologiquement tu t'épuises chaque jour. D'une part le couvre feu use les esprits : nous avons ainsi été confinés 26 jours consécutifs sans pouvoir sortir de l'enceinte de l'hôpital. Ensuite, les relations de travail ont parfois été difficiles. J'ai mené un bras de fer quotidien afin que les équipes médicales sur place acquièrent et respectent les principes de base en matière d'hygiène sanitaire dans le bloc opératoire.

**Quelles sont les réactions de ton entourage face à ton engagement ?**

Mes missions suscitent de l'étonnement. Cela est notamment dû au fait que je parle beaucoup de mon engagement sur le terrain. Il y a une réelle méconnaissance de l'humanitaire. J'estime avoir de la chance d'avoir exercé une profession médicale qui me permet de faire ce que je fais maintenant. Je pense que ma longue expérience m'aide à mieux appréhender les missions : je sais ce qui m'attend sur place et j'ai moins de difficultés à m'adapter aux contextes difficiles. C'est ce que je dis aux personnes qui sont étonnées par mon engagement.

**Es-tu prête à repartir ?**

Bien sûr. Malgré les difficultés, je suis toujours motivée pour continuer. Je dois composer avec ma famille, mais j'espère pouvoir repartir sur des missions courtes si le projet qui m'est proposé est intéressant. D'ailleurs je me rends à Jénine le 8 mars pour une mission d'évaluation de 3 semaines avec ma valise remplie de livres... comme d'habitude. ■

## AMI : un nouveau programme pour les Mòns à l'étude

L'ouverture de nouveaux programmes est l'un des objectifs d'AMI pour répondre aux situations de précarité et aux besoins exprimés sur le terrain. Christiane Bolnot-Ferry et Geneviève Denis sont de retour d'une mission exploratoire menée auprès des Mòns, une ethnie qui vit au sud du Myanmar. Elles nous font part du déroulement de leur mission.

### • L'objectif d'une mission exploratoire

Ce projet d'intervention est le fruit d'une remontée d'information du terrain qui a fait l'objet d'une réflexion par AMI sur l'opportunité de mener un nouveau programme. C'est alors qu'une mission de deux personnes est partie sur place pour évaluer les besoins, les modalités d'intervention et la faisabilité du programme.

### • La démarche préalable à cette mission exploratoire

Une formation de formateurs avait été envisagée à la suite des deux formations chez les Mòns menées par AMI en 1988. La situation politique locale n'avait alors pas permis de réaliser ce projet. En avril 2003, des membres du groupe Mòn ont rencontré l'équipe locale de MSF et les discussions avec les uns et les autres ont

fait apparaître une faiblesse des formations de médecins organisées par les Mòns. Les étudiants formés par AMI à l'époque sont toujours réputés pour être les meilleurs de la frontière, selon Médecins Sans Frontières qui se fait l'écho des ONG qui emploient ces médecins (personnel médical local formé pour faire face aux maladies les plus fréquemment rencontrées dans leur région). D'où l'idée qu'AMI puisse prendre en charge cette formation de formateurs.

### • Le choix de la problématique d'action

La problématique d'action est déterminée suite à la mission exploratoire en fonction des besoins sur le terrain. En l'occurrence, la demande formulée concerne une formation de formateurs avec une aide pour élaborer un programme de base et développer des méthodes pédagogiques adaptées.



Collaboration étroite avec les locaux.

### • Le travail d'évaluation

Le travail d'évaluation s'est déroulé en trois phases sur une dizaine de jours : recueil de données, évaluation des intervenants de santé sur place, rencontre avec les acteurs locaux du projet. Le recueil de données et l'évaluation ont porté sur les formations en cours, les structures, et les activités existantes. Les rencontres avec les leaders de la communauté et les intervenants locaux ont permis de mettre en avant et d'analyser les conditions pratiques et le cadre d'intervention. C'est un moyen d'impliquer les acteurs locaux dans le futur projet et de permettre ainsi une adéquation optimum entre le projet et la réalité du terrain.

### • Les suites de la mission exploratoire

Une fois la mission exploratoire achevée, des conclusions et des orientations pour un projet sont élaborées. Celles-ci doivent être validées par le Conseil d'Administration d'AMI, et il faut ensuite trouver des fonds pour financer le programme avant d'être opérationnel sur le terrain. ■

## Un préalable à l'ouverture de tout nouveau programme

Les missions médicales d'aide aux populations et de développement des structures sanitaires sont au cœur du travail effectué sur le terrain par les ONG, avec notamment la formation active des intervenants médicaux locaux. Les équipes au siège et sur le terrain travaillent afin de mettre en œuvre des actions efficaces et pérennes pour les populations et ce avec la collaboration des acteurs locaux des systèmes de santé. Les objectifs de chaque programme sont définis en commun entre les différentes parties qui s'accordent sur les priorités et les moyens à engager. Dans ce processus, la qualité du travail effectué et des programmes est primordiale. Cette exigence est une priorité pour les organisations de solidarité internationale afin d'être en mesure de maintenir leurs engagements envers les populations auxquelles elles viennent en aide et envers leurs sources privées et publiques de financement.

La réflexion sur l'ouverture de nouvelles missions est un moyen pour concrétiser cette exigence de qualité. L'ouverture de nouveaux

programmes est une réponse aux besoins manifestés sur le terrain par des acteurs locaux ou une réponse à une situation sanitaire critique à laquelle les ONG sont sensibles et pour laquelle des équipes peuvent apporter un soutien efficace. Le choix d'ouverture d'un programme se fait après une étude attentive des modalités d'intervention et des capacités des organisations à proposer une action adaptée aux conditions locales. C'est alors qu'une mission se rend sur place pour évaluer les besoins et la faisabilité du programme. Cette phase préalable à tout engagement sur le terrain est nécessaire afin

d'assurer un emploi optimum des ressources, des ONG, pour le bénéfice des populations. La mission exploratoire effectuée sur le futur terrain d'intervention permet d'évaluer les besoins, les conditions d'intervention et la faisabilité du projet.

Le sérieux et l'efficacité de l'engagement de ces associations se concrétisent par cette exigence de qualité, gage de crédibilité auprès des partenaires, du public et des bénéficiaires des programmes. C'est dans cette optique que les ONG mettent également en place, à l'autre bout de la chaîne, des missions d'évaluation pour le terrain. ■

### FÉVRIER 2004 : UNE NOUVELLE MISSION EXPLORATOIRE AU SOUDAN

AMI élargit également son domaine d'intervention en Afrique avec la mise en place d'une mission exploratoire au Sud Soudan. Anne Dutrey Kaiser et Louis Schittly se sont rendus dans la région de Boma fin février 2004 pour faire un état des lieux d'un ancien projet AMI et pour réévaluer les besoins en santé primaire. L'objectif est *in fine* la mise en place d'un programme d'appui aux centres de santé primaire, à l'image de l'intervention d'AMI en RDC.

● **HUMANIS :**  
un investissement  
solidaire pour les  
particuliers



Le fonds de placement HUMANIS est un exemple de partenariat solidaire entre le monde de l'économie privée et AMI. La société de gestion GPK Finance reverse chaque année la moitié des frais de gestion de ce portefeuille à AMI. Concrètement, HUMANIS est un Fonds Commun de Placement appartenant à la catégorie des OPCVM diversifiées. Ce fonds, investi en actions françaises, étrangères et en titres obligataires et monétaires, assure à AMI l'indépendance de son engagement. En souscrivant à HUMANIS, les particuliers participent à une action solidaire aux côtés de GPK Finance en profitant d'une épargne profitable.

**Pour souscrire, adressez vous à GPK Finance – 3, rue de Gramont 75 002 Paris**  
Tél. : 01 53 45 32 32 – Fax : 01 53 45 32 30 –  
Internet [www.gpkfinance.fr](http://www.gpkfinance.fr)  
Code Sicovam 41565

● **AMI renforce son équipe**  
en Haïti

AMI, qui est intervenue déjà deux fois en Haïti par le passé, a proposé en 2003 un programme d'aide aux enfants des rues. Suite à la prise de contrôle du nord de l'île par le mouvement insurrectionnel armé et les troubles sur l'ensemble du territoire haïtien en février 2004, AMI a décidé de renforcer son équipe à Port-au-Prince. Un logisticien et un médecin ont été envoyés pour évaluer et mettre en place des réponses humanitaires adaptées face à la situation. L'équipe interviendra à Port-au-Prince mais également dans les zones sinistrées du nord du pays afin d'identifier les besoins des populations et les modalités de collaboration avec des partenaires.

**AMI lance un appel aux dons pour soutenir son action en Haïti.**



AMI est présente  
en Haïti depuis  
1984.

## Hommage à Michel Vandevelde

Parler de Michel, ancien vice-président d'AMI, en quelques lignes est impossible tant sa vie n'a pas été un long fleuve tranquille. Parler de fleuve lui sied bien puisque à l'âge de 20 ans il fut l'un des premiers à mener une expédition en Amazonie, ce qui lui a valu la Médaille du Président de la République. Issu d'une famille médicale du Nord-Pas-de-Calais, Michel a été un grand chirurgien dentiste, œuvrant dans le Sud de la France dans son cabinet mais aussi ailleurs dans le cadre d'activités de formations post universitaires. Il a fait ses premières missions humanitaires avec AMI au Pakistan, au sein du fameux projet Medical Training for Afghans où plus d'une centaine de "médecins aux pieds nus" ont été formés. Il a ensuite été, pendant de très nombreuses années, l'un des piliers d'AMI. Certes, ce n'était pas toujours facile de collaborer avec lui, mais il avait toujours des idées géniales et souvent de l'avance sur son époque, allant de la Birmanie au Mali en passant par les Comores ou le Timor. Contraint par sa maladie à ne plus pouvoir voyager autant, il a mis ses dernières énergies dans l'écriture. Lors de notre dernière rencontre à Marseille à l'été 2002, il me dédicça son dernier livre : De la terre à l'exil (ed GabriAndré). Malgré son état de santé, il a effectué un dernier voyage, lui qui avait toujours sa valise préparée au pied de son lit-bureau, avec sa fille en Asie. Cette éducation ouverte sur le monde, sur un autre monde où la solidarité serait mondialisée, permettra assurément à cette adolescente de reprendre le flambeau de papa. C'est ce qu'on lui souhaite. Merci Michel. ■

*Hommage écrit par Valéry Ridde au nom de toute l'équipe d'AMI.*



## LES PARTICULIERS : DES ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ AU CÔTÉ D'AMI

Etre donateur n'est pas seulement un geste automatique renouvelé de façon régulière par 47 % de la population française. En donnant, les particuliers deviennent des acteurs de la solidarité, surtout quand ils choisissent et connaissent les causes qu'ils vont soutenir. Les 16 000 donateurs d'AMI participent à l'engagement de notre association. Chaque don renforce notre rapidité d'intervention, notre liberté d'entreprendre, et nous permet d'engager des actions nouvelles auprès des populations vulnérables. Marie-Thérèse et Jean-Marie Raimond soutiennent ainsi AMI depuis plus de 15 ans. Ils nous expliquent pourquoi.

### Comment avez-vous connu AMI ?

Quand notre fils Dominique a eu 13 ans, il nous a déclaré "je veux aller dans les pays étrangers quand je serai plus grand". A l'époque nous lui avons répondu que nous souhaitions qu'il y aille avec une connaissance dans les mains, un savoir que les gens sur place n'ont pas. Quelques années plus tard, après une formation en médecine, notre fils est parti en 1987 en Afghanistan puis au Pakistan avec AMI.

### Comment avez-vous vécu cette expérience ?

Pour notre fils et nous, cette période a été marquée par l'enthousiasme et la découverte. Nous avons vu Dominique partir en Afghanistan avec une certaine angoisse. Mais nous l'avons retrouvé heureux et épanoui. D'où notre fidélité à AMI, une forme de remerciement pour tout ce que notre fils a vécu grâce à votre

association, et tout ce que nous avons vécu grâce à lui.

### En quoi appréciez-vous l'engagement d'AMI ?

Nous sommes particulièrement sensibles à l'aspect formation des programmes, à l'action pédagogique et à l'objectif d'AMI de former les gens afin qu'ils accèdent à une certaine autonomie.

### Comment caractériseriez-vous votre relation avec AMI depuis 17 ans ?

Fidélité et espérance sont les termes qui pourraient qualifier cette relation. Pour nous, AMI est une association qui a une profonde valeur, qui travaille sans prétention avec beaucoup de persévérance, sans avoir recours au saupoudrage humanitaire ou au blabla publicitaire. Nous n'avons jamais douté de la qualité de l'engagement d'AMI.

### Quelle est la motivation de votre soutien à AMI ?

Nous sommes des gens qui donnons à différentes ONG humanitaires, mais nous avons un petit faible pour AMI. Nous sommes sensibles au fait qu'AMI soit une petite équipe, qui n'a pas les mêmes ressources et la même logistique que d'autres ONG. Cela peut apparaître comme un inconvénient pour certains, mais pour nous, cette ONG est restée dans une certaine mesure plus humaine, plus modeste, avec une action plus efficace.

### AMI a 25 ans, qu'est-ce que vous pouvez nous souhaiter ?

Nous sommes très satisfaits de votre engagement et souhaitons qu'AMI continue dans cette voie : former des gens sur place, être au plus près des populations dans le besoin en assumant un véritable suivi des actions sur le terrain. ■